DEPARTEMENT DE LA LOZERE

Elections Législatives du 4 Mars 1973

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Chers AMIS,

La plupart d'entre vous nous connaissent déjà. Nous ne sommes pas des hommes de parti, et notre candidature n'a qu'un but : unir les citoyens pour sauver la LOZERE et contribuer à la nécessaire rénovation de la France.

Le dépérissement, qui conduit notre département à l'extinction, est lié à un mal politique de dimension nationale, qui se résume en deux mots : étatisme technocratique.

Le remède tient en un seul mot : **Liberté.**

L'Etat, qui perçoit la quasi-totalité des impôts, se refuse à subventionner les projets et travaux reconnus nécessaires par les Communes et les Conseils Généraux, si ceux-ci ne rentrent pas dans le cadre défini par le Plan national. Ce Plan est l'œuvre d'un groupe restreint d'experts que l'anonymat rend irresponsables. Une majorité disciplinée, mais incompétente, a depuis dix ans entériné ces plans sans oser en discuter ni les options générales, ni le détail. Ainsi, une infime minorité de technocrates a gouverné le Pays au mépris du peuple et de ses représentants, au nom de soi-disant impératifs économiques lointains et sans souci des réalités quotidiennes.

Il faut, au Parlement, des hommes qui sachent imposer les décisions et les réformes vitales pour les populations qui les ont élues, et non des députés dociles qui se contentent d'enregistrer les programmes élaborés dans le secret de leurs bureaux et loin de la vie de tous les jours par quelques techniciens sans mandat.

Il faut que la Loi rende aux représentants naturels des collectivités locales les droits et les pouvoirs nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches, et non qu'elle les réduise à devenir de « **simples auxiliaires et serviteurs du Plan** ». Il faut que la Loi leur donne les moyens politiques et financiers de prendre eux-mêmes l'initiative des réformes dont, seuls, ils peuvent déterminer la nécessité.

Face à la concurrence européenne, il faut rendre à l'économie française toute entière la vitalité qu'étouffent actuellement les corsets de la réglementation planificatrice et technocratique.

Il faut, enfin, que l'Etat, dégagé des soucis qui ne doivent pas être les siens, au lieu de s'épuiser en tracasseries administratives auprès des individus et des familles, des métiers et des écoles, des collectivités locales et des associations, des agriculteurs et des commerçants, s'occupe de ce qui est son seul vrai rôle : défendre et protéger la nation à l'extérieur, assurer la paix et la justice à l'intérieur, secourir et aider les catégories sociales et économiques les plus défavorisées.

Mais, par dessus tout, le Parlement doit avoir le souci de rétablir dans la vie nationale le respect des valeurs fondamentales, sans lesquelles un pays ne peut subsister. L'actuelle majorité a totalement échoué dans cette mission en ne sachant pas offrir à la jeunesse d'autres choix que celui de se ranger du côté de la répression policière ou du côté du terrorisme anarchiste.

Là encore, le remède n'est autre que la Liberté rendue aux parents d'élever leurs enfants selon leur conscience et la liberté rendue aux maîtres d'enseigner leurs élèves selon la vérité et non selon les prescriptions administratives ou les consignes d'un Parti, quel qu'il soit.

Ces principes guideront notre action pendant la durée de la prochaine législature et c'est pourquoi, si nous sommes élus, nous userons de tous les moyens que la Constitution offre aux membres de l'Assemblée Nationale, pour :

— faire triompher auprès des Pouvoirs Publics les vrais impératifs de survie du département, tels que les Communes et le Conseil Général, chacun pour son ressort, les auront déterminés ;

— forcer l'attention des Pouvoirs Publics sur le soutien exceptionnel qu'il est du devoir de l'Etat d'accorder à l'agriculture en Lozère, pour la prospérité du département et au nom de la solidarité nationale la plus élémentaire, pour le bon équilibre du pays tout entier ;

— obtenir la création d'emplois nouveaux en Lozère, afin de permettre aux jeunes gens et aux jeunes filles de travailler, de se marier et d'élever leurs enfants dans le pays de leur naissance, de leur famille et de leurs amitiés ;

— assurer ainsi, pour notre part, les conditions essentielles d'une vie libre et paisible, pour les individus et les familles, et contribuer par là à créer en France un climat de bonheur et de civilisation qu'une technocratie inconsciente menaçait d'étouffer, mais qui ne demande qu'à s'épanouir sous un ciel de Liberté.

Vive la Lozère !

Vive la France !

H. TREMOLET DE VILLERS
J. TARDIEU

Candidats du Centre National des Indépendants et Paysans

IMP. CHAPTAL - MENDE